

DEFENSE, TRANSPARENCE ET PAIX MONDIALE : LES RISQUES D'UNE EUROPE SUR-MILITARISEE

COMMUNIQUÉ CONJOINT – CORRUPTION TRACKER & ENAAT

SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE

→ EN BREF

*Investir dans l'industrie de la défense n'est **pas une solution qui bénéficierait économiquement à l'Union européenne**. Son chiffre d'affaires est faible par rapport au chiffre d'affaires du manufacturier européen et elle emploie relativement peu de mains-d'œuvre. L'allocation de fonds pour cette industrie se fait **au détriment d'autres secteurs** — les dépenses sociales notamment. Cela conduit à alimenter un secteur économique faible au prix de la **stabilité mondiale** tout en **négligeant des domaines prioritaires** pour le bien-être collectif.*

→ Pour aller plus loin ...

L'industrie de défense européenne n'est **pas un secteur décisif pour l'économie européenne**. Si la Base Industrielle et Technologique de Défense Européenne (BITDE) représente 70 milliards d'euros¹ de chiffre d'affaires annuel d'après les informations communiquées par la Commission, il s'agit en réalité **d'une infime part du chiffre d'affaires du secteur manufacturier européen** (0,67 % seulement)². De plus, les communications officielles qui poussent à investir dans l'industrie de la défense au nom d'un bénéfice économique omettent de mentionner qu'il ne s'agit pas d'un secteur économique comme les autres. Contrairement à de nombreux secteurs, **l'industrie de défense a des conséquences politiques mais également humanitaires**.

Certains rapports scientifiques appuient également l'idée selon laquelle un investissement massif dans le secteur de la défense ne serait **pas gage d'une stimulation effective de la croissance européenne**. Dunne et Braddon mettent cela en exergue dans le rapport qui leur a été commandé par le sous-comité des armes du Parlement flamand. Au terme de leur travail, ils ne peuvent conclure que l'investissement dans le secteur de la Recherche et Développement (R&D) militaire soit un réel moteur qui stimule la croissance économique³. Ainsi, **les dépenses de R&D militaire n'ont pas d'impact incontestablement positif sur l'économie européenne**⁴.

Ces conclusions sont à mettre en parallèle avec le taux d'Européens qui travaillent dans le domaine BITDE. Leur chiffre s'élève à seulement 500 000 — soit à peine 0,25% du total de la main-d'œuvre en Europe⁵. Ils ne sont donc pas très nombreux et **l'intérêt de diriger les politiques de la Commission européenne vers le secteur de l'industrie pour créer de l'emploi est alors questionnable**. Il semble **préférable de les tourner plutôt vers des**

¹ [Communication de la Commission sur Une nouvelle stratégie pour l'industrie européenne de la défense pour préparer l'Union à toute éventualité en la dotant d'une industrie européenne de la défense réactive et résiliente](#), pp.5

² [Chiffre d'affaires hors taxes des entreprises du secteur de l'industrie dans les pays de l'Union Européenne \(UE\) en 2019](#)

³ Economic Impact of Military R&D, Flemish Peace Institute 200

⁴ Military Expenditure, Economic Growth and Heterogeneity, Paul Dunne & Nan Tian

⁵ [Number of employees in the European Union \(EU27\) from 1st quarter 2009 to 1st quarter 2023](#)

industries créant plus d'emplois par euro investi — à savoir l'éducation, l'écoconstruction ou encore les énergies renouvelables. Cette réorientation a l'avantage **de rediriger de la main-d'œuvre qualifiée de l'industrie de la défense vers des secteurs-clés** (besoin d'ingénierie électrique dans le secteur des énergies renouvelables) répondant à des **défis globaux majeurs**.

SUR LE PLAN POLITIQUE

→ EN BREF

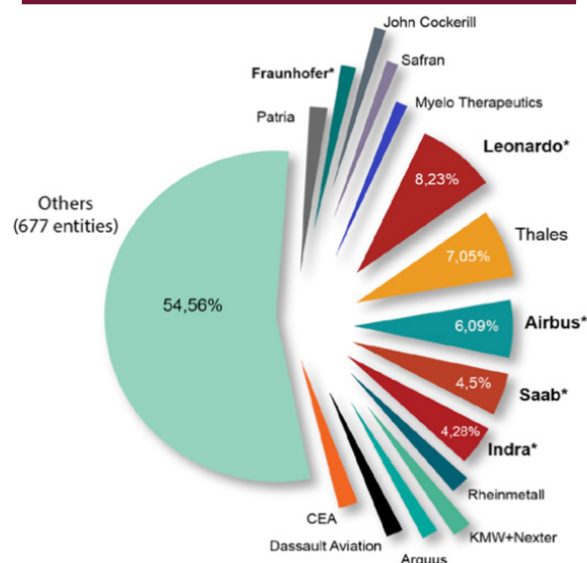
Sous l'influence du lobby de l'industrie, l'UE a fait un pas décisif vers une « économie de guerre » en créant le Fonds Européen de Défense en 2021. Les consultations lancées en 2015 témoignent de la **sur-représentation de l'industrie de l'armement** : le « Groupe de Personnalités » (GoP) était dominé par des représentants du secteur et les industries membres ont capté une partie significative du Fonds lors de son lancement en 2021. En 2019, une **seconde étape du rapprochement entre l'industrie et les dirigeants politiques européens est franchie avec la nomination de Thierry Breton**, commissaire français au Marché Intérieur et ancien PDG d'Atos à la tête de la Direction Générale de l'Industrie de la Défense et de l'Espace. Cette nomination a **soulevé des inquiétudes concernant de potentiels conflits d'intérêts** et a jeté le discrédit sur la transparence des institutions européennes.

→ Pour aller plus loin...

L'augmentation spectaculaire du budget européen de la défense, qui est passé de 1,5 million d'euros en 2013 à 1,5 milliards d'euros depuis 2021 est en grande partie due à **l'influence de l'industrie de l'armement dans les négociations européennes**. En effet, les dix plus grandes entreprises d'armement de l'UE et les deux principales organisations de lobbying ont eu des centaines de réunions avec la Commission européenne depuis 2014 et plus de 150 réunions avec des députés européens depuis 2019⁶. Cette proximité **renforce l'idée que les décisions politiques sont de plus en plus orientées par des intérêts commerciaux plutôt que par des préoccupations de sécurité publique**.

Le lobby de l'armement a activement soutenu la création d'un Fonds Européen de la Défense dès 2010. En 2015, la Commission a formé un « Groupe de Personnalités » (GoP) consultatif, composé principalement de représentants de l'industrie de l'armement. Ainsi, lors du premier appel à projets en 2021, avec un budget de 8 milliards d'euros, des entreprises comme Leonardo, Airbus, Saab et Indra, toutes membres du GoP, ont été les principales bénéficiaires. Avec d'autres sociétés (BAE Systems, MBDA) et des instituts de recherche (Fraunhofer, TNO), elles ont reçu près de 39 % du Fonds⁷. Ainsi, **l'industrie se retrouve dans une position de "juge et partie", ce qui soulève des préoccupations quant à l'impartialité des processus décisionnels**.

Les bénéficiaires du Fonds Européen de Défense en 2021



* Les membres du GoP sont marqués d'un astérisque

⁶ [Integrity Watch EU](#)

⁷ [Rapport de l'ENAAAT : "From War Lobby to War Economy", page 10](#)

Source: "How the EU is funding arms dealers and corrupt corporations", ENAAAT, Corruption Tracker, Stop Wapenhandel

En 2019, le rapprochement entre l'industrie de la défense et les dirigeants européens s'intensifie avec la création de la Direction Générale de l'Industrie de la Défense et de l'Espace (DG DEFIS) dirigée par Thierry Breton, l'ancien commissaire français au marché intérieur. Celle-ci fonctionne comme un prestataire de services pour l'industrie de l'armement et l'industrie spatiale en Europe. Ancien PDG d'ATOS (une entreprise française de technologie de l'information), la nomination de Thierry Breton a soulevé de nombreuses inquiétudes quant à un potentiel conflit d'intérêt. En effet, l'ancien Commissaire au marché intérieur possédait un portefeuille inhabituellement large comprenant l'industrie en général, la défense et l'espace. En tant que PDG, Breton avait fait du lobbying sur des politiques dont il est maintenant responsable en tant que commissaire. Avant sa nomination, l'Observatoire européen des entreprises notait le « chevauchement entre les intérêts de l'entreprise dirigée par Breton et les missions du portefeuille du marché intérieur » susceptible de créer « un labyrinthe de conflits d'intérêts potentiels qui seraient très difficiles à résoudre ».⁸ **Cette dynamique remet en question la transparence et l'intégrité des processus de décision au sein de l'UE.**

→ EN BREF

Loin de renforcer son autonomie stratégique, le Marché Commun de la défense risquerait d'accroître la dépendance de l'UE aux exportations vers des pays concurrents, parfois peu soucieux des droits humains. Cette intensification des exportations exacerbe les conflits régionaux et l'instabilité mondiale.

→ Pour aller plus loin...

L'Union Européenne vise à établir une politique de défense solide pour assurer son autonomie stratégique. Cependant, pour maintenir la compétitivité de son secteur face à un marché intérieur fragmenté et surdimensionné, **l'UE devra augmenter ses exportations.** En 2017, 71 % des licences d'exportation européennes étaient destinées à des pays en dehors de l'Europe⁹. Parmi ces pays, certains, comme l'Arabie Saoudite, sont perçus comme une menace pour cette autonomie stratégique. La Commission Européenne a d'ailleurs classé l'Arabie Saoudite comme un « concurrent sérieux », tout en constatant que le pays a renforcé ses capacités militaires grâce à des équipements européens. **Le nouveau Marché Commun de la Défense pourrait, au lieu de favoriser l'autonomie stratégique de l'UE, accentuer la dépendance vis-à-vis des exportations vers des pays peu soucieux des droits humains, tout en exacerbant les conflits régionaux et l'instabilité mondiale.** Par exemple, l'augmentation des budgets de défense de l'Arabie Saoudite a intensifié les tensions au Moyen-Orient, contribuant à une crise humanitaire majeure et à une instabilité régionale croissante¹⁰.

⁸ [Corporate Europe Observatory : "Thierry Breton, the corporate commissioner?", 2019](#)

⁹ [Rapport de l'ENAAT : No EU Money 4arms, page 33](#)

¹⁰ Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) : « Arabie Saoudite - armements et conflits au Moyen-Orient » (2018)

SUR LE PLAN ETHIQUE

→ EN BREF

*Les exportations d'armement de l'Union Européenne illustrent les **incohérences entre ses engagements éthiques et ses pratiques commerciales réelles**. En l'absence de régulation efficace, de nombreuses armes sont exportées vers des pays peu soucieux des droits fondamentaux, contribuant à des violations graves, comme en témoigne le conflit au Yémen. **Malgré les initiatives de l'UE pour adopter une position éthique, telle que la Position Commune sur les exportations d'armement, les priorités à court terme des États membres, ainsi que le manque de supervision légale et de sanctions en cas de violations, compromettent son rôle régulateur.***

→ Pour aller plus loin...

La situation actuelle des exportations d'armement de l'Union Européenne met en lumière des incohérences entre les engagements éthiques et les pratiques commerciales réelle. **Des pays comme l'Égypte, la Turquie, l'Inde, l'Arabie Saoudite, les Émirats Arabes Unis et le Qatar figurent parmi les principaux clients de l'UE, malgré des situations préoccupantes en matière de pauvreté, de violations des droits humains ou d'implications dans des conflits régionaux¹¹**. L'un des exemples les plus frappants de violation des droits humains par les armes européennes est le conflit au Yémen de 2015 à 2020 qui a engendré une crise humanitaire sans précédent.

De plus, **la place centrale donnée à l'industrie dans le du Fonds Européen de Défense jette le discrédit sur la transparence des institutions européennes**. Les entreprises peuvent réaliser des auto-évaluations éthiques avant la signature du contrat de subvention « lorsque cela est approprié ». **La possibilité de réaliser des contrôles éthiques pendant la mise en œuvre d'un projet a été supprimée, tout comme la possibilité de mettre fin à un projet pour des raisons éthiques. Ainsi, l'UE finance les entreprises privées avec des fonds européens sans supervision adéquate**, ce qui conduit à des situations où les intérêts économiques prennent le pas sur les droits fondamentaux et la protection des populations civiles.

Finalement, **malgré les initiatives de l'UE pour adopter une position éthique, telles que l'établissement d'une Position Commune sur les exportations d'armements, les priorités économiques et politiques à court terme des États membres entravent ces efforts**. Cette Position Commune définit huit critères éthiques pour évaluer les demandes de licence d'exportation, incluant la situation des droits de l'homme et l'implication dans des conflits armés. **Bien qu'elle soit officiellement contraignante, son application souffre d'un manque de supervision légale et de sanctions en cas de violations.**

L'INDUSTRIE DE LA DEFENSE : UN SECTEUR HAUTEMENT CORROMPU

La corruption dans l'industrie de la défense est alarmante. Elle prend différentes formes telles que les détournements de fonds, les pots-de-vin, mais aussi les « offsets » (compensations) qui consistent à réinvestir dans l'économie du pays acheteur. Souvent secrets, ces offsets peuvent financer des parties prenantes et engendrer des conflits d'intérêts. Ceux-ci sont de plus en plus systématiques pour conclure des marchés, et leur recours est intensifié par la rivalité économique avec les Etats-Unis.

¹¹ [Rapport de l'ENAAT : NoEUMoney4arms, page 41](#)

**THALES, BAE SYSTEMS, SAAB,
THYSSENKRUPP : LE CONTRAT
D'ARMEMENT SUD-AFRICAIN**

En 1999, l'Afrique du Sud a signé un contrat s'élevant à 5 milliards de dollars. Il est allégué que 300 millions de dollars ont été versés en commissions et en pots-de-vin à des intermédiaires, ainsi qu'à des politiciens de haut rang, dont l'ancien président Jacob Zuma et des fonctionnaires du parti ANC au pouvoir. En 2010, BAE Systems a été condamnée à verser 30 millions de livres au Bureau des Fraudes du Royaume-Uni. La même année, l'entreprise a également été condamnée à 400 millions de dollars aux États-Unis pour des pots-de-vin liés à des transactions en Arabie Saoudite, en République tchèque, en Hongrie et dans d'autres pays. Durant le procès toujours en cours de l'ancien président Jacob Zuma, les procureurs ont allégué l'existence de paiements annuels de 34 000 dollars de Thales pour éviter les poursuites judiciaires.

**KMW (AUJOURD'HUI KNDS) : LE
SCANDALE DES FORCES TERRESTRES
GRECQUE**

Entre 2000 et 2003, l'armée grecque a acquis des armes allemandes pour environ 2,3 milliards d'euros, dont des tanks Leopard 2 et des obusiers PzH-2000. Krauss-Maffei Wegmann (KMW) a été au cœur du scandale, en versant plus de 7,9 millions d'euros en pots-de-vin pour garantir ces contrats. Ainsi, en 2013, Antonis Kantas, ancien du ministère de la Défense, a révélé avoir reçu 1,42 million d'euros pour faciliter le contrat des Leopard 2. De plus, KMW a versé 5,6 millions d'euros à des parlementaires allemands via leur société de conseil. En 2015, KMW a été condamné à une amende de 175 000 euros pour évasion fiscale liée à ces pots-de-vin. Plus tard, en 2019, la cour de Munich a imposé une amende de plus de 500 000 euros à KMW et a confirmé que son vice-président du marketing international, Olaf E., a été condamné à une peine de prison d'un an et trois mois avec sursis.

**DASSAULT AVIATION, THALES, SAFRAN : LE SCANDALE DES AVIONS DE CHASSE
MIRAGE ET DES FREGATES LAFAYETTE A TAÏWAN**

En 1991, Taïwan a signé un contrat de 2,8 milliards de dollars pour six frégates Lafayette de l'entreprise Thalès et a procédé à l'achat de 60 chasseurs Mirage 2000-5 de l'entreprise Dassault Aviation pour 4,9 milliards de dollars en 1992. Après les décès suspects de plusieurs négociateurs clés et témoins, les investigations ont révélé des commissions de 500 millions de dollars payés par l'État français et ses entreprises pour sécuriser la transaction, dont 400 millions étaient destinés au parti taïwanais en place et 100 millions comités central du Parti Communiste chinois à Pékin. En 2010, la Cour internationale d'arbitrage a condamné Thales et l'État français à payer 830 millions de dollars à Taïwan pour des faits de corruption. Un an plus tard, un tribunal français a condamné Thales à payer 170 millions d'euros pour les mêmes faits. En 2017, Dassault Aviation, Safran et Thalès ont été condamnées à verser 227 millions d'euros pour leur rôle dans la corruption liée à la vente des Mirage (134 millions d'euros pour Dassault, 64 millions pour Thales et 29 millions pour Safran).

Pour plus d'information, rendez-vous sur la [base de données de Corruption Tracker](#).

SUR LE PLAN DE LA PAIX

→ EN BREF

La **militarisation croissante des politiques de défense européenne** fait entrer l'Union européenne dans un **cercle vicieux d'instabilité et d'insécurité**. De l'argent public est utilisé pour financer la R&D d'armes finissant par être exportées hors du continent. Si les fonds publics sont orientés vers l'industrie de la défense, ils ne permettent pas d'investir dans des solutions pacifiques et des approches non-militaires. Le lien entre les industriels de ce secteur et les décideurs politiques se resserre tandis que **les opportunités de développement des institutions pour la construction de la paix ne peuvent voir le jour**. En attendant, le modèle actuel européen conduit à **exacerber les tensions internationales et à alimenter la course aux armements**.

→ Pour aller plus loin ...

Si l'on s'en tient aux faits et à la manière dont se sont mises en place les politiques de défense européenne, **les Fonds issus du contribuable européen servent à armer nos potentiels ennemis de demain**. En effet, dans le cadre de l'*European Defence Industrial Development Programme* (EDIDP)¹², il existe des **dérogations permettant à des entités autres qu'européennes de bénéficier du fonds**. De fait, les armes européennes sont vendues dans le monde entier à cause du manque de contrôle et de restriction, mais aussi à cause de ce type de politiques dangereuses. Les pays membres et l'Union européenne contribuent à **exporter des armes vers des zones en guerre ou vers des pays violant les droits fondamentaux**. Cela s'est produit lors de la campagne de bombardement par l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis qui ont largué des bombes britanniques à bord d'avions européens. L'Union européenne a eu un rôle à jouer dans la mort des 19 000 civils et de la crise humanitaire qui s'en est suivie¹³.

Cette **tendance à la militarisation** s'illustre dans l'**augmentation flagrante des dépenses militaires au sein de l'Union européenne**. Ce chiffre est, en effet, passé de 1,5 million d'euros en 2013 à 1,5 milliards d'euros depuis 2021⁸ — soit une hausse de 1000% en moins d'une 10 ans. Cette augmentation des budgets défense contribue à **nourrir la spirale de l'insécurité**, qui elle-même peut conduire à une course aux armements.

La paix ne semble donc pas avoir sa place dans le schéma actuel. Les initiatives civiles telles que la résolution pacifique des conflits et le respect des droits humains ne bénéficient pas du même budget que l'industrie de la défense — et connaissent encore moins une augmentation de celui-ci. S'il existe pourtant plusieurs organes européens dédiés à la construction de la paix (division PRISM du SEAE¹⁴, IcSP¹⁵, etc.), **les fonds qui leur sont alloués ne leur permettent pas de fonctionner efficacement**. L'instrument européen pour le voisinage, le développement et la coopération internationale (NDICI) ne dispose que d'une enveloppe de 70,8 milliards d'euros sur la période 2021-2027¹⁶. *L'European defence industry*

¹² [PADR calls general annexes for 2018](#), annexe A

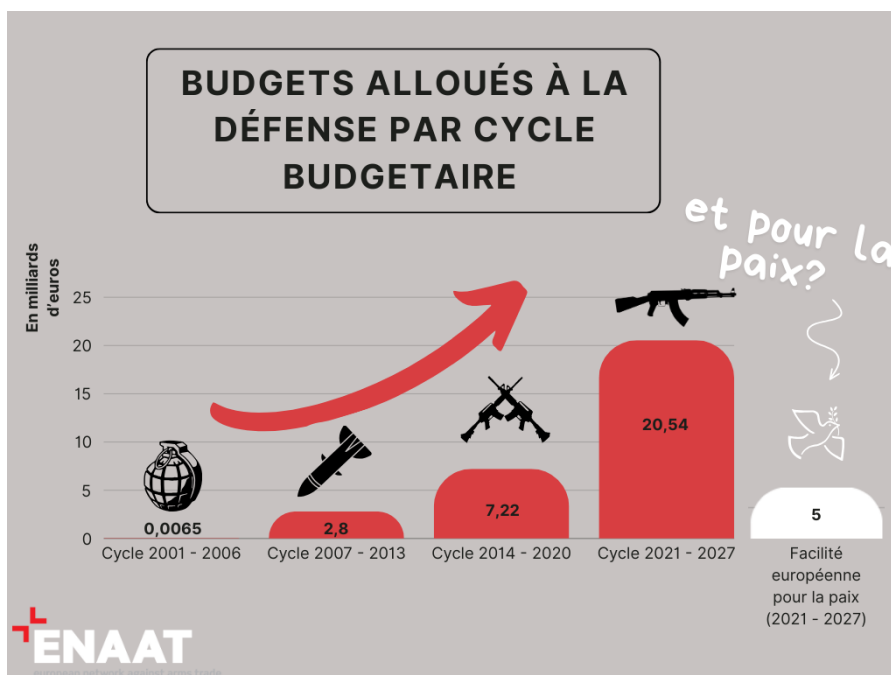
¹³ [All you want to know about the EU Defence Fund, and why this is not good for peace nor for jobs & growth](#), ENAAT

¹⁴ Service Européen pour l'Action Extérieure

¹⁵ Instrument contribuant à la stabilité et à la paix

¹⁶ [Budget NDICI](#)

reinforcement through common procurement (EDIRPA) a lui seul dispose d'un budget de **310 millions d'euros**¹⁷.



Sources : [A militarised Union – Understanding and confronting the militarisation of the European Union](#), by ENAAT and Rosa Luxembourg Foundation / [Site Consilium Europa](#)

¹⁷ https://defence-industry-space.ec.europa.eu/eu-defence-industry/edirpa-procuring-together-defence-capabilities_en

